



## RELEVÉ DE CONCLUSIONS

**Réunion :** Atelier thématique n°10 : Présent et passé des grandes industries

**Date :** Mercredi 25 novembre 2020

**Lieu :** Visioconférence

## PROGRAMME DE LA JOURNÉE

- **13h45-14h :** Accueil des participants
- **14h-16h00 :** Groupe de travail

**Participation :**

Groupe de travail (13h45-16h00) : 12 participants

Animation de la réunion :

BAERT Xavier - Chargé de mission Urbanisme et Habitat du PETR Cœur des Hauts-de-France

BLOND Sylvain - Paysagiste

COORNAERT Guillaume - Cabinet SEED

Participants :

ARGOUIN Manon - Paysagiste du CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement)

BOUTIGNY Marie-Claire - Elue de la commune de Nurlu

COFFIGNIEZ Isabelle - Chargée de mission Est de la Somme du Conseil Départemental de la Somme

LECOCQ Marie-Ange - 1<sup>er</sup> maire-adjointe de la Commune de Péronne

LUYCKX Simon - Directeur de service Développement économique, Urbanisme, Aménagement du Territoire de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme

LELEU Maryse - Elue de la Commune de Rosières-en-Santerre

LEROUGE Patrice - Elu de la commune d'Assevillers

PRUVOST Christian - Elu de la commune de Lesboeufs

RAUWEL Thérèse - Architecte conseil du CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement)

RIBAUX Cyrille - Elu de la commune de Nurlu

SCHNEBLE Xavier - Elu de la commune de Rosières-en-Santerre

TOLLET Guillaume - Responsable des services techniques de la commune de Péronne

## I) Déroulement de l'atelier

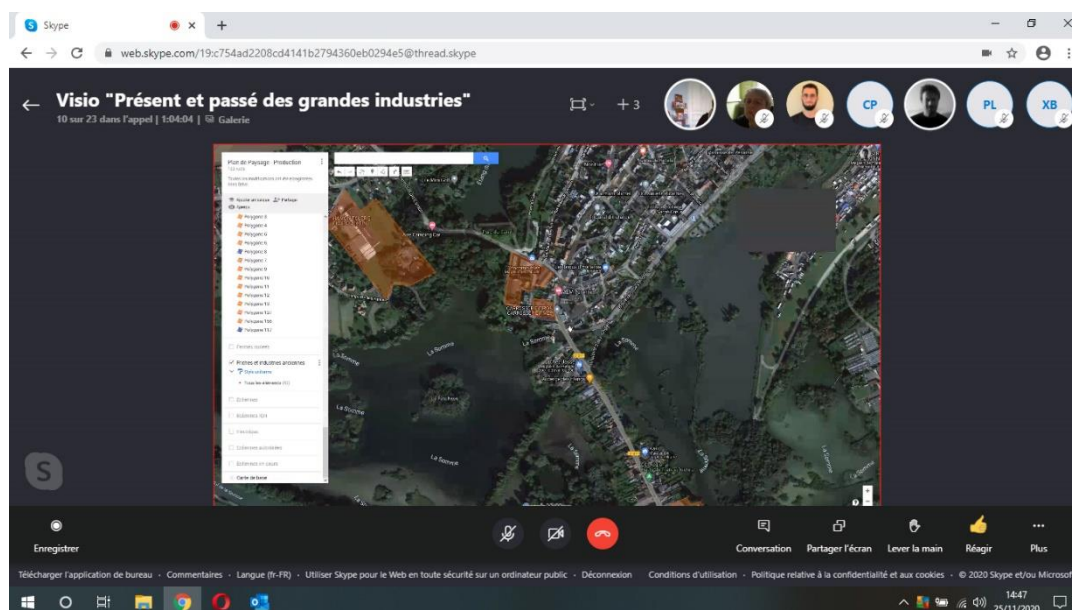
En raison du contexte sanitaire et de l'annonce d'une nouvelle période de confinement nationale, l'atelier présentiel, prévu initialement à Ham le 25 novembre 2020 a dû être annulé.

L'atelier ne pouvant être reporté, celui-ci s'est adapté et a pris la forme d'une visioconférence.

Après un rappel synthétique de la démarche de 15 minutes, l'atelier s'est structuré en trois parties distinctes :

- Les friches industrielles anciennes du territoire ;
- L'industrie contemporaine ;
- Réhabilitation de friches et d'anciennes industries.

Pour chacune des parties, une présentation des enjeux tirés du diagnostic en lien les objectifs du Plan de Paysage a été dressée. Cette présentation était accompagnée de supports photos et cartographiques. A la fin de chaque présentation, un temps d'observation et d'échange est organisé avec les participants.



Groupe de travail

## **II) Enjeux généraux tirés de la journée de concertation**

### **A) Friches**

Lors de la présentation de cette première thématique, les remarques le plus souvent évoquées ont concerné la sécurité des anciennes friches qui se dégradent, ainsi que les coûts importants que représentent leur réhabilitation qu'elles soient privées ou publiques. La propriété privée des friches industrielles est d'ailleurs parfois remise en cause face aux dangers que celles-ci représentent dû à leur état de dégradation. Sans projet de réhabilitation, certaines friches sont ainsi parfois détruites pour des questions de sécurité.

La question de l'attractivité du territoire a aussi été abordée, ces friches représentant un fort potentiel pour celui-ci. Depuis plusieurs années, la question des friches fait l'objet de nombreux projets et réflexions mais sans vraiment aboutir. Des projets commencent pourtant à se concrétiser, notamment la réhabilitation de l'ancienne usine Maréchal à Rosières-en-Santerre, poursuivie dans le cadre d'un projet de revitalisation du centre-bourg. Le territoire pourra s'appuyer sur cette première initiative afin de monter d'autres projets similaires.

#### **Préconisations :**

- Restaurer et valoriser les bâtiments industriels remarquables ;
- Consolider les bâtiments abandonnés afin d'éviter leur dégradation, en vue d'une restauration future ;
- Valoriser les abords des bâtiments industriels remarquables et identifier des points de vue remarquables à protéger ;
- Valoriser l'habitat ouvrier, souvent constitué d'ensemble de maisons similaires. Une charte à l'échelle de chaque ensemble doit être édictée afin que chaque habitation conserve les éléments caractéristiques de ces ensembles ;
- Favoriser l'acquisition publique des anciennes friches industrielles privées à l'abandon ;
- Anticiper des futurs projets de réhabilitation / déconstruction sur l'ensemble des friches afin d'orienter les propriétaires privés dans leur sauvegarde ;
- Mener une réflexion globale sur l'ensemble des friches industrielles du territoire et les gérer de manière coordonnée à l'échelle du PETR ;
- Apporter de nouveaux usages aux bâtiments abandonnés adaptés à leur contexte (Pôle santé, coworking, musée, espace ressource sur l'architecture de la reconstruction, espace pédagogique, lieu de vente de productions locales, salles polyvalentes, œuvre d'art, parc, ...) ;
- Articuler la réhabilitation des friches industrielles situées en centre bourgs avec les projets de revitalisation aujourd'hui d'actualité ;
- Mettre en lien les bâtiments industriels afin de créer un parcours de découverte à l'échelle du PETR ;
- Mettre en place des études urbaines sur les emprises de friches détruites afin de permettre un pré-verdissement des terrains, et étudier des projets de valorisation agricoles ou forestier temporaires dans l'attente de nouveaux aménagements.

### Outils/Moyens/Aides :

- EPF (Etablissement Public Foncier) ;
- Subventions régionales et départementales spécifiques sur des opérations en lien avec l'attractivité des bourgs (exemple du dispositif départemental « attractivité » utilisé pour la revitalisation du centre-bourg de Rosières-en-Santerre) ;
- Contrats de ruralité ;
- Charte architecturale et de végétalisation ;
- PLUi (Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux) ;
- SCOT (Schéma de COhérence Territoriale) et autres documents d'orientations.

### Freins :

- Bâtiment en gestion privée ;
- Etat des bâtiment et mise en sécurité ;
- Moyens ;
- Subventions pour la démolition.

### Acteurs :

- CAUE 80 ;
- Chambre de commerce et de l'industrie ;
- Département de la Somme ;
- Office du tourisme de Haute-Somme ;
- Région Hauts-de-France ;
- PETR Cœur des Hauts-de-France ;
- Propriétaires des friches.

## B) Grandes industries

Les réflexions portées autour de cette thématique étaient principalement tournées sur l'impact paysager des grandes industries aujourd'hui localisées sur le territoire et les mesures permettant de réduire ces impacts.

On peut distinguer 4 types d'installations industrielles encore en activité :

- **Les bâtiments industriels isolés** : souvent installés en cœur de village ou à proximité, leur architecture et leur cadre paysager revêt une grande importance quant à leur intégration. L'implantation des bâtiments, leur forme, le choix des matériaux et de la couleur doit être effectué au regard de leur environnement proche au cadre architectural des villages ;
- **Les grandes industries** : elles constituent à elles seules des ensembles à l'échelle de villages entiers. C'est le cas par exemple de la sucrerie de Sainte-Emilie, ou de l'usine Bonduelle. Ces installations remarquables souvent accompagnées d'un habitat ouvrier lui-même remarquable, doivent faire l'objet de plan paysager à leur échelle afin de mettre en place une valorisation d'ensemble ;

- **Les zones industrielles** : elles bénéficient d'un cadre public permettant une intégration paysagère commune. Cet aménagement public peut être accompagné d'une charte pour l'aménagement des parcelles privées permettant d'intégrer et de valoriser l'ensemble des sociétés qui l'occupent à travers une même identité paysagère ;
- **Les carrières, décharges et bassins de décantation** : ils peuvent d'ores et déjà faire l'objet de plans paysagers afin d'anticiper leur future mutation en fin d'exploitation.

### Préconisations :

- Valoriser les bâtiments industriels remarquables par un travail sur l'architecture, la mise en couleur des bâtiments ainsi que par un travail sur leur cadre paysager ;
- Intégrer les bâtiments industriels contemporains dans leur environnement ;
- Accompagner les propriétaires et les communes sur la matérialité des bâtiments, implantations, aménagements extérieurs, ... ;
- Accompagner les industries dans la plantation d'arbres sur leurs espaces verts ;
- Inciter les propriétaires de bâtiments industriels à l'aménagement paysager de leur parcelle - limites, plantations, ... ;
- Créer des Plans de Paysages et des chartes à l'échelle des zones industrielles ;
- Harmoniser les limites de parcelles des zones industrielles par des plantations et la création d'une charte visant la matérialité des clôtures et la plantation des espaces verts dans les parcelles privées ;
- Anticiper la transformation des bassins de décantation et des carrières en fin d'activité, via la création de plans visant leur réintégration paysagère ;
- Eviter la gestion des déblais générés par l'aménagement de bassins ou de construction en talus.

### Outils/Moyens/Aides :

- Plan de Paysage à l'échelle d'une zone industrielle ;
- Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), intégration des mesures concernant leur intégration paysagère.

### Freins :

- Coûts supplémentaires que représentent ces aménagements pour une entreprise privée. Mais assez faibles au regard de la valorisation de l'entreprise qu'elle permet.

### Acteurs :

- CAUE 80 ;
- Département de la Somme ;
- DRAC ;
- Office du tourisme de Haute-Somme ;
- PETR Cœur des Hauts-de-France ;
- Propriétaires des industries ;
- Région Hauts-de-France.

## Conclusion

Installations ponctuelles, réparties sur de nombreuses communes, les bâtiments industriels constituent des éléments de curiosité sur le territoire. Leur taille imposante crée des points d'appels sur les horizons et attire les regards.

Souvent liés aux productions agricoles, ils font partie de l'histoire du territoire, et revêtent donc de ce fait un caractère patrimonial important. Les grandes industries telles que Bonduelle ou encore la sucrerie de Saint-Emilie constituent des lieux d'intérêt touristiques dans la mesure où leurs productions sont connues nationalement voire internationalement. La valorisation des sites industriels, permet à la fois d'améliorer le cadre paysager, l'image du territoire, mais aussi la perception de l'entreprise concernée.

La qualité architecturale des industries anciennes que l'on ne retrouve plus aujourd'hui, conforte d'autant plus ce caractère patrimonial. Les bâtiments industriels issus de la reconstruction en grande majorité à l'abandon, ont pourtant atteint un niveau critique du point de vue de leur état, et il est absolument urgent et nécessaire de mettre en œuvre une politique de conservation de ces éléments patrimoniaux sources d'attractivité pour le territoire.

De nombreux participants à la visioconférence ont du mal à imaginer une réhabilitation de friches industrielles du territoire, telle qu'elles sont à l'œuvre aujourd'hui dans les plus grandes villes. Ce sentiment est partagé par de nombreux usagers du territoire. Cependant le territoire peut désormais bénéficier de la grande expérience acquise régionalement sur ce sujet, et au regard de l'exposition des références de réhabilitation de friches, on constate tout de même un certain engouement des participants pour la thématique.

Il faut avant tout établir un plan stratégique global à l'échelle du territoire du PETR. La mise en place d'un Etablissement Public Foncier pour la gestion de ces friches semble d'un intérêt indéniable pour coordonner ce travail.

Les projets de réhabilitation de friches du territoire représentent un véritable atout pour le paysage et l'économie de territoire. Il est évident que la viabilité économique de ces projets est plus contrainte sur le territoire, mais cet investissement supplémentaire qu'ils requièrent pourrait apporter une nouvelle dynamique économique dont le territoire a grandement besoin.